

Le Patriote

Des Pyrénées

ABONNEMENTS

Paris, Département et Limitrophes.....	Un an, 12 fr.	Six mois, 7 fr.	Trois mois, 4 fr.
Autres Départements et Colonies.....	Un an, 14 fr.	Six mois, 8 fr.	Trois mois, 5 fr.
Etranger.....	Un an, 20 fr.	Six mois, 12 fr.	Trois mois, 7 fr.

Les Abonnements sont payables d'avance / De sont encaissés aux frais de l'Abonné

LES ANNONCES SONT REÇUES :
A PARIS, à l'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, et à la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PUBLICITÉ, 10, Rue de la Victoire. — A BORDEAUX, à l'Agence HAVAS, 10, Rue de la Victoire. — A PAU, au Bureau du Journal.
 L'Administration décline toute responsabilité en ce qui concerne les Annonces et la Revue Financière

PUBLICITÉ

Annonces Judiciaires.....	0.20 la ligne	Faits divers.....	1.00 la ligne
Annonces Commerciales.....	0.30 -	Chronique locale.....	1.50 -
Nécrologes.....	0.50 -	Supplément.....	2.00 -

Les insertions ne sont admises que sous réserve

LA SITUATION

M. Briand et Bourgeois sont rentrés à Paris. Le séjour de la mission française en Italie a été fructueux ; l'Italie prendra part au Conseil des alliés qui se tiendra prochainement à Paris. Le voyage s'est terminé par la visite au quartier général italien et au roi qui a accompagné la mission sur le front. M. Briand se déclare très satisfait de sa visite et de son résultat. Au point de vue militaire, nous devons nous féliciter. Mais au point de vue catholique, l'ignorance officielle de l'existence à Rome du chef de l'Eglise catholique, alors que la France, malgré tout, demeure un grand pays catholique, fait ressortir l'anomalie absurde et l'inconvenance criante de la situation.

L'activité montrée par les Allemands qui paraissent préparer une importante action sur notre front et veulent évidemment cacher leur plan, se maintient et semble même s'accroître un peu partout. Les attaques se suivent sans arrêt en Belgique, dans la Somme, en Champagne, en Artois et dans les Vosges. La plupart du temps, ces attaques sont repoussées sans avoir abouti. En Artois, ils ont pu pénétrer dans une tranchée, mais en ont été chassés presque aussitôt. Tout cela ne va pas sans pertes sérieuses pour l'ennemi. En Champagne, nous avons occupé 300 mètres de tranchées allemandes que nous avons gardées, malgré cinq contre-attaques successives. Partout ailleurs, le duel d'artillerie se poursuit sans arrêt.

En dernière heure, on annonce officiellement que les Russes ont élevé un fort d'Erzeroum.

Les Allemands développent aussi avec intensité leur activité sur le front oriental russe, avec de la grosse artillerie et des gaz asphyxiants, mais on ne voit pas qu'ils aient avancé d'un pouce. Au contraire, on signale d'importants succès remportés par les Russes qui se sont emparés notamment du village de Garbounovka, position importante pour la défense de Dvinsk.

Notre flotte de guerre est de nouveau éprouvée par la perte du croiseur « Amiral Charner ». Ce bâtiment, de 4.000 tonnes, a été coulé sur les côtes de Syrie. Il avait à bord 200 hommes, un équipage de 375 hommes, qui auraient tous péri, sauf un.

Comme un nouveau ne va jamais, l'Amirauté anglaise annonce que le croiseur « Arcturion » peut être considéré comme perdu. L'équipage, à un dizaine d'hommes près, serait saisi.

Les « embusqués » qui se font tuer

Devant le tribunal correctionnel de Limoges se déroule, en ce moment, un procès peut-être banal et cependant d'une portée très significative.

Il s'agit d'un refus d'insertion. Le *Populaire du Centre*, journal socialiste de l'endroit, a dirigé contre les prêtres-soldats une de ces diffamations en bloc qui n'exigent aucune preuve mais qui n'en sont que plus meurtrières. L'évêque, mis en cause, s'est fâché, a écrit une lettre rectificative, que le loyal journal a jetée au panier. Il s'agit de savoir si la légalité n'est faite que pour les mécréants. Nous ferons connaître le résultat, qui, heureusement n'est pas douteux.

Ce haineux épisode nous fournit l'occasion de revenir sur l'absurde campagne dont continuent à s'armer contre la religion les journaux, comme la *Dépêche*, qui se sont voutés à cultiver dans notre pauvre pays la rouge fleur de la haine.

La-bas, sous la mitraille, une magnifique émulation entraîne tous les bons Français vers le sacrifice. Mais, à l'arrière, il y a, paraît-il une tâche plus importante à remplir, c'est de faire croire au pays que les curés sont des lâches, des « embusqués », fuyant, à titre de collabataires, le devoir et le danger.

Dans le cas présent, ce qui donne un très grand poids à l'accusation, c'est, nous l'avons déjà dit dans une autre occasion, que le *Populaire du Centre* est dirigé par trois députés mobilisables et non mobilisés, dont deux sont collabataires et le troisième sans enfants...

Mais venons aux précisions. Des statistiques relevées et que ceux qui les ont provoquées n'attendaient pas si éloquentes, résument les chiffres suivants : Sur les 25.000 prêtres actuellement mobilisés, 12.000 environ se trouvent dans les rangs, aussi exposés que le reste des combattants. Des 12 à 13.000 restants, qui sont régulièrement affectés au service de santé par les lois antérieures, la moitié, comprenant les plus âgés et les

moins robustes, desservent les hôpitaux de la arrière. La moitié sont infirmiers-brancardiers sur le front, où ils courent des risques au moins égaux à ceux des troupes de première ligne. Voilà la vérité.

Lorsque la *Dépêche* ose écrire, comme elle le fait dans son numéro de dimanche : « Je mets au défi n'importe quel poëte (mais un vrai alors) de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire », le mensonge est tellement évident, tellement monstrueux, qu'on douterait presque que l'écrivain jouit de son bon sens.

La chiffre des prêtres des paroisses tués à l'ennemi dépasse déjà 1.200. Autant ont été décorés. En novembre dernier, le *Temps* a inséré une lettre établissant que plus de 600 Jésuites français étaient au feu, que 100 avaient été mis hors de combat, 60 tués à l'ennemi. Aujourd'hui ce dernier chiffre atteindrait la centaine.

J'ouvre le journal la *Croix* de samedi et, dans ce seul numéro, je trouve 11 citations à l'ordre du jour concernant des ecclésiastiques, dont 6 infirmiers ou brancardiers ; les autres officiers ou sous-officiers, 3 « Pères blancs » du cardinal Lavergne.

Les motifs sont éloquentes. L'un a fait preuve d'une bravoure et d'un dévouement remarquables au cours des combats des... en relevant les blessés sur la ligne de feu sous un tir d'artillerie des plus violents...

Un autre « a fait preuve de beaucoup de zèle et de dévouement, en allant de jour et de nuit porter secours et reconforter moralement les malades et blessés dans les endroits les plus périlleux et exposés au feu de l'ennemi. » Un autre « s'est signalé à Beaujeu, aux attaques de mars, en allant secourir et ramener dans nos lignes des blessés restés à proximité des tranchées ennemies... »

Un autre « d'une bravoure calme et réfléchie, a constamment fait preuve d'un mépris absolu du danger en se portant sous les plus violents bombardements aux tranchées de première ligne pour administrer des blessés qui faisaient appel à lui... »

Et cet automne, le P. Muller : « ... N'a cessé de se prodiguer, se rendant fréquemment auprès des blessés et des mourants de la ligne la plus avancée. A accompagné pendant la nuit en avant des tranchées les équipes de brancardiers qui allaient relever les blessés qu'on n'avait pu ramener dans la journée... »

Et pour tous, le même éloge. Et, chaque jour, la liste s'allonge. Ils n'ont fait que leur devoir, dirait-on. Peut-être, mais pourquoi affirmez-vous audacieusement le contraire ? Voilà pourtant les « lâches », les « embusqués », sur lesquels vomissent les Brizon et les Cadenat, hier encore détracteurs patentés de l'armée et du service de trois ans. Ce sont ces brancardiers, ces prêtres-soldats, que les collabataires du *Populaire du Centre* dénoncent comme des inutiles !...

Pour le simple souci de la vérité, pour l'honneur de la conscience et de la loyauté française, défendons nos prêtres, défendons-nous contre ces ignobles et viles calomnies !

F. BUTEL.

France et Espagne

Nous n'avons pu, hier, que signaler la réunion franco-espagnole de Perpignan. A la vérité elle a pris les proportions d'une manifestation grandiose, qui a réuni des hommes des partis les plus opposés des deux côtés des Pyrénées, dans un sentiment unique d'amour de la France et de confiance dans ses destinées.

La délégation espagnole comprenait une centaine de membres, parmi lesquels les plus hautes personnalités littéraires de la Catalogne, des peintres, des sculpteurs, des musiciens, des hommes politiques, des journalistes, etc.

C'est à l'Hôtel de Ville de Perpignan qu'eut lieu la première réception. Répondant aux souhaits de bienvenue du maire de la ville, M. Bastardas, ancien maire et conseiller général de Barcelonne, a prononcé une vibrante allocution disant combien ses compatriotes étaient heureux de venir dire publiquement leurs sympathies affectueuses et leur amour ardent pour la France. L'Espagne est neutre, a-t-il ajouté, c'est-à-dire, ne prend pas part à la guerre ; mais neutralité ne signifie pas indifférence. Nos vœux et nos espérances vont vers la France, champion éternel des faibles et des opprimés, du droit, de la justice et de la liberté.

liberté des peuples et des hommes. Aux cris répétés de « Vive la France ! Vive l'Espagne ! », une foule énorme acclame les hôtes espagnols à leur sortie de l'hôtel de ville.

La messe militaire
 Un grand nombre de nos visiteurs ont assisté à la messe militaire célébrée à l'hôtel du Saint-Sacrement. Sa Grandeur Mgr l'évêque de Perpignan présidait cette cérémonie, dont le programme musical a été fort remarqué ; il a été exécuté par les soldats convalescents et la Schola.

La réunion du théâtre
 Trois mille auditeurs emplirent le Théâtre municipal, décoré aux couleurs françaises et espagnoles. Sur la scène, aux côtés de M. Denis, maire de Perpignan, on remarquait Mgr de Caradeo de Pont, évêque du diocèse, les députés et sénateurs du département, un sénateur espagnol, trois députés aux Cortès, les représentants des plus importantes sociétés littéraires et artistiques de Barcelonne, de nombreux hommes de lettres, ingénieurs, industriels et journalistes espagnols, etc. Le préfet du département est dans sa loge.

M. Denis, maire, souhaite la bienvenue à Mgr l'évêque de Perpignan et se félicite de l'union sacrée qui réunit toutes les classes.

Mgr de Caradeo de Pont prend la parole après lui et souhaite à chaque minute les acclamations de l'assistance. « Amis de la Catalogne, s'écrie-t-il, vous êtes venus saluer la France ; la voix ; Vous la voyez unie, résolue, soulevée d'un seul bras contre l'invasion ; vous ne voyez pas un parti ou une association ; vous voyez la France tout court. « Vous la voyez héroïque dans ses soldats, dont vous connaissez la glorieuse histoire ; héroïque dans ses citoyens dont le ténacité, l'esprit de sacrifice et la confiance sont indomptables... héroïque dans ses femmes, dignes filles spirituelles de Jeanne d'Arc, courageuses et dévouées, qui savent vous sourire aujourd'hui pour vous faire fête ; — héroïque, tous et toutes, parce que tous et toutes nous communiions dans la même violence amour, comme disait Henri IV, de la mère-patrie. »

Regardez bien, notre France. Puis revenez à Barcelonne, dites à vos frères ce que vous avez vu ; les soldats plus vaillants d'Espagne ; les non-combattants oubliés et ignorés, ne formant qu'un cœur et une âme et, retranchés derrière le rempart de l'union sacrée, livrant leur corps au feu et à la mort pour la France. « Vous qui venez d'un pays où un évêque a félicité l'Espagne, car, en présence des faits extraordinaires qui surviennent, il ne semble que, moi aussi, je suis mobilisé, que ma patrie est un casque, ma croix une épée, et que je dois courir sus à l'ennemi. En tout cas, au moins, Catalans d'Espagne et de France, que je suis prêt à aller partout où le devoir m'appellera. » (Ovation).

M. Desparrens, au nom de la presse française, salue la presse espagnole : « C'est à la presse d'Espagne ici représentée que je m'adresse plus spécialement et c'est elle que je prie simplement de raconter partout ce qu'elle voit aujourd'hui. « Vous avez vu le plus radical-socialiste donner la parole à l'évêque de sa cité, un journaliste monarchiste parlant après un orateur républicain ; c'est-à-dire toute la France pratiquant la plus austère et parfois la plus méritoire « Union Sacrée ».

« Il ne peut en être autrement. « Comment les peuples demeurent-ils insensibles quand les fils tuent et meurent ensemble et que leur sang héroïque se mêle dans le même martyre pour le même idéal ?... »

M. Diaz Rey, rédacteur du « *Diluvio* », au nom des journalistes espagnols, félicite en termes énergiques l'odieux campagne des Allemands pour asservir la presse espagnole à la cause germanophile. Cette campagne a avorté, dit-il, et c'est la gloire de nombreux journaux espagnols d'avoir été constants, même aux jours d'épreuve dans la victoire de la France. »

M. Roca, de l'Athénée de Barcelonne, affirme que les sentiments espagnols sont sincères ; ce n'est, dit-il, qu'une infâme minorité d'Espagnols qui sont contre la France, la presque unanimité félicite la barbarie des empires centraux et la Kultur germanique et souhaite ardemment une victoire éclatante de la France qui sera le triomphe de la civilisation, de la liberté, de la justice et de l'humanité.

L'auteur dramatique Iglesias, dans une envolée pathétique, dit qu'il n'a pas senti aux frères d'Espagne que des manifestations étrangères étaient suffisantes pour faire connaître leurs sympathies. Ils ont tenu à venir en personne en France même, crier leur amour et leur affection pour l'effort héroïque de l'éternel champion du droit et clamé leur indignation contre les supplices infligés à la Belgique, à la Serbie, à la Pologne et aux départements envahis, par les tortionnaires allemands.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS DU MARDI 15 FÉVRIER

Mardi matin

Paris, 15 février, matin.
EN BELGIQUE. Notre artillerie a fait sauter un dépôt de munitions au nord de Bossinghe.

AU NORD DE SOISSONS. Dans la soirée d'hier, après un vil bombardement, l'industrie ennemie a essayé de déboucher par la route de Terry et par la rive droite de l'Aisne. Elle a été arrêtée net par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie.

AU PLATEAU DE VAUOLÉRE. Tir efficace de notre artillerie, sur un saillant de la ligne allemande.

EN CHAMPAGNE. Actions d'artillerie très vives dans les régions de Tahure, Massiges et Navarin. Aucune attaque d'infanterie.

Lire la Dernière Heure en 2^{me} Page

La mission de M. Briand

LE RETOUR DE M. BRIAND

Paris, 15 février.
 M. Briand et M. Léon Bourgeois, venant de Rome, sont arrivés lundi soir à Paris. Ils ont été reçus à la descente du train par M. Tilton, ambassadeur d'Italie. Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Maury, ministre de l'Intérieur ; Dolanney, préfet de la Seine ; Laurent, préfet de police, etc.

M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des Munitions, et le général Duménil, directeur de l'Artillerie au ministère des munitions, sont restés à Gones ; ils ont également visité Turin et divers usines.

Les impressions de M. Briand

Paris, 15 février.
 A son retour au quai d'Orsay, M. Briand a reçu un certain nombre de personnalités politiques. Il leur a dit combien il avait été profondément touché de l'accueil qui lui avait été fait en Italie par le roi, le gouvernement et le peuple. C'est un sentiment fort compréhensible. M. Briand s'est refusé à fournir la moindre indication sur les résultats de sa visite en Italie. Il s'est borné à répéter qu'il avait tout lieu de s'en réjouir et qu'il en rapportait une impression des plus satisfaisantes.

L'UNITE D'ACTION DES ALLIES

Rome, 14 février.
 On donne les détails suivants au sujet du projet de la Conférence des Alliés à Paris, dont M. Briand est venu arrêter à Rome les modalités : Ce conseil de la Quadruple-Entente devrait se réunir périodiquement et, dix jours avant chaque réunion, transmettrait à chaque gouvernement les sujets à discuter. Si, par exemple, on estimait nécessaire de commencer une certaine entreprise, les représentants des gouvernements de la Quadruple-Entente se réuniraient, discuteraient et décideraient rapidement. Ayant établi ainsi un point de vue commun, il faudrait assurer l'entreprise la même unité de direction et d'exécution et cela serait l'œuvre du conseil militaire suprême, qui existe déjà, mais qui recevrait maintenant plus de vie.

« Il est clair que pour arriver à ce résultat, explique le « *Messaggero* », il faut se persuader qu'il n'y a ni guerre italienne ou française ou anglaise ou russe, mais une seule guerre, celle de tous les alliés, qu'il n'y a pas plusieurs fronts, mais un front seulement, qu'il n'y a pas plusieurs armées, mais une seule armée, comme il n'y a qu'une guerre. Le but étant unique, quelques succès devront être l'effort et le sacrifice. »

Après avoir assuré l'immunité absolue du propre front, ajoute le journal romain, habituellement bien renseigné, devra joyeusement déclarer quelles sont ses disponibilités en hommes et en matériel. Cela seulement explique la raison d'être du conseil suprême de guerre et lui donnera l'instrument de son action. Ce conseil, composé de stratèges et de techniciens, des représentants des états-majors et des ministères des munitions, pourra non seulement porter à exécution les décisions prises dans le conseil suprême diplomatique, mais il pourra aussi coordonner la préparation et l'effort de chaque pays et sur chaque front, en distribuant, suivant les nécessités de la guerre, les forces et le matériel. « On pense aussi que tous les problèmes économiques et financiers doivent être étudiés et résolus ensemble pour arriver à l'unité d'action même dans le domaine économique. »

EN HAUTE-ALSACE. A l'est de Sepsols, un bombardement intense a été effectué par l'ennemi sur les éléments avancés que nous lui avions pris au cours de la nuit. Nous avons évacués ces emplacements soigneusement boulevrés.

Dans la même région, nous avons pris sous nos tirs de barrage des renforts ennemis qui s'efforçaient de progresser par petits groupes venant de Niederlang.

Mardi soir

Paris, 15 février, soir.
EN CHAMPAGNE. Nous avons repris une partie des éléments avancés occupés par l'ennemi, le 13 février, à l'est de la route de Tahure à Sommevy.

EN LORRAINE. Quelques contacts de patrouilles, dans le secteur de Reillon. Nuit calme sur le reste du front.

« Les familles seront avisées dès que les renseignements demandés d'urgence seront parvenus. »

CROISEUR ANGLAIS COULÉ PAR UNE MINE

Londres, 14 février (officiel). Le croiseur « *Arcturion* » a heurté une mine sur la côte est de la Grande Bretagne. On craint qu'il ne soit totalement perdu. Il y a environ dix hommes noyés.

PRIZE POUR LA DESTRUCTION D'UN SOUS-MARIN

Genève, 14 février. La « *Marine Mercantile Italiana* », de Gènes, qui a ouvert une souscription pour offrir au premier vainqueur italien qui coulera un sous-marin ennemi, annonce à la date du 11 courant, que la souscription a atteint 28.700 lire, en y comprenant 10.000 lire promises par l'Institut national des assurances.

Du côté Russe

LE BUTIN DES RUSSÉS EN PERSE

Pétrograd, 13 février. Après avoir dispersé les bandes ennemies dans la région de Herof, les Russes ont pris environ 1 million de cartouches et 30 caisses d'explosifs, et après la prise de Koutin, 1.600.000 cartouches et un grand nombre d'obus qui avaient été envoyés en Perse par les Allemands bien avant la guerre.

POUR LA DÉFENSE D'ERZEROU

Athènes, 13 février. On mande de Constantinople que l'armée turque des Dardanelles est dirigée en toute hâte vers Erzeroum et la Mesopotamie.

LES NEUTRES L'ELECTION DU PRESIDENT AUX ETATS-UNIS

Boston, 13 février. On attend, d'un jour à l'autre, l'annonce officielle de la candidature à la présidence du gouverneur Samuel W. Mac Call.

Parmi ses intimes, on savait, depuis sept mois, qu'il entrerait en lice, dans la grande campagne nationale. Entre temps, M. Mac Call condamnait les sentiments du pays. Il est convaincu que les Américains n'ont pas à craindre que M. Theodore Roosevelt ou un candidat appuyé par ce dernier. On est certain également que M. Weeks, très populaire, ne sera pas un adversaire de M. Mac Call. Cette semaine, M. Roosevelt aurait déclaré qu'il ne s'opposerait pas à la nomination de M. Mac Call, s'il acquiesce la conviction qu'il ne possède pas de chances d'être élu lui-même.

Le programme de M. Roosevelt

Philadelphie, 13 février. M. Theodore Roosevelt a prononcé à la conférence nationale un discours sur l'américanisation où se trouve la vigoureuse et grave déclaration suivante : « Les professeurs de germano-américanisme, dit-il, sont des ennemis de ce pays, tout comme s'ils étaient hors de nos frontières et nous faisaient la guerre. Lincoln disait que ce pays ne doit pas admettre des hommes qui sont moitié libres et moitié esclaves. Aujourd'hui, notre pays ne peut pas tolérer des gens qui sont moitié Américains et moitié étrangers. »

LE PRESIDENT WILSON ET L'ALLEMAGNE

Du « *Temps* » : « Les nouvelles répandues par la presse allemande au sujet des litiges germano-américains tendent à égarer l'opinion publique. Ces informations fantaisistes prétendent que le président Wilson admet sans réserve la thèse du dernier memorandum par lequel les pirates allemands tentent de faire accéder leur résolution de tordre sans pitié. Elles annoncent que l'affaire de la « *Lusitania* » est définitivement réglée. Et la presse germanique estime que pour sceller ces accords le gouvernement de Washington n'a plus qu'à mettre l'embargo sur l'exportation américaine des armes et munitions. »

« Le mauvais foi allemande exploite sans vergogne la concession que le président Wilson paraît avoir consentie en renonçant, après dix mois d'échanges de notes, à faire reconnaître en termes exprès par Berlin l'illégalité » de la destruction de la « *Lusitania* » et des 102 Américains qui périrent en même temps que 1.200 passagers civils de diverses nationalités dans ce terrible drame. Le différend n'est d'ailleurs pas encore définitivement clos et les communications complémentaires à Berlin. Mais même si le différend est réglé, la rupture a amené le pacifique président de la grande République américaine à préférer dans cette affaire, qui remonte au mois de mai dernier, une transaction à un conflit. Il ne s'agit pas qu'il soit disposé à écrire sur tous les points la dignité de son pays et l'autorité des conventions internationales aux exigences allemandes. »

UNE DECISION ETRANGERE DES ETATS-UNIS

Washington, 13 février. On déclare que tous les bâtiments allemands intéressés ont reçu pour instruction de prendre le large dès que les circonstances s'y prêtent. Que peut signifier cette dépêche, que nous donnons, bien entendu, sous toutes réserves.

M. WILSON CANDIDAT A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Washington, 14 février. M. Wilson a accepté la candidature à la prochaine élection présidentielle.

LES ENCONTRES SUISSES

Genève, 14 février. Une nouvelle manifestation pacifiste a eu lieu au sujet de l'affaire des croiseurs.

LA PRISE DE FIORI PAR LES BULGARES

Athènes, 14 février. La ville de Fiori, que les Bulgares ont occupée, se trouve à 30 kilomètres de Valona. Cette occupation coupe les voies de communication entre Durazzo et le sud de l'Albanie.

L'ARMÉE SERBE

Milan, 14 février. Le correspondant du « *Secolo* » à Salonique assure que toutes les troupes serbes concentrées à Corfou, en tout 120.000 hommes, vont être transportées graduellement à Salonique même.

CONTRE LES ITALIENS A CORFOU

Rome, 14 février. On signale télégraphiquement un article du journal grec « *Hellas* », qui proteste contre la probabilité d'un débarquement à Corfou des troupes italiennes de Valona. La légation italienne dément, à ce propos, que l'évacuation de Valona ait jamais été considérée comme possible. Malgré ce démenti, deux députés grecs, M. Popov et M. Mizopoulos, qui a été ministre à Rome, ont dit à la Chambre qu'on pouvait s'attendre à un débarquement de Français et d'Anglais à Castello-Rizzo et à Corfou, mais que jamais on ne se résignerait à subir un débarquement d'Italiens, qui n'ont point vouté attribuer Castello-Rizzo à la Grèce.

LA MISSION ITALIENNE DOIT PARTIR

Athènes, 14 février. Les journaux annoncent que le ministre de l'Intérieur a adressé, hier, au chef de la mission italienne, dont le contrat prend fin aujourd'hui et qui a reçu l'ordre de son gouvernement de rentrer immédiatement en Italie, une lettre exprimant les remerciements du gouvernement grec pour les services rendus. Avant leur départ, tous les officiers de la mission recevront des distinctions honorifiques.

LA MISSION FRANÇAISE EN CRETE

Athènes, 14 février. Les journaux annoncent que le gouvernement grec a avisé M. Renard, chef de la mission française des travaux publics qui se trouve en Crète, que son contrat finissait le 14 février, le gouvernement se trouve dans l'obligation de considérer sa mission comme terminée en raison des difficultés financières du pays.

M. ERZBERGER A SOFIA

Berne, 14 février. M. Mathias Erzberger, chef du centre catholique au Parlement allemand, vient d'arriver à Sofia.

SUR MER

La perte de l'« Amiral Charner »

UN SEUL SURVIVANT A ETE JUSQU'ICI RECUEILLI
 Paris, 14 février. La perte du croiseur « *Amiral Charner* » est confirmée. On a en effet retrouvé au large des côtes de Syrie un seul survivant, le quartier-maître mécanicien Carrou, de Cloture-Carvacort, près de Quimper.

« Ce survivant a déclaré que le torpilleur avait eu lieu le 8 février, à 7 h. du matin. Le croiseur a coulé en quelques minutes, sans que l'on ait eu le temps de mettre les embarcations à la mer. « Ce survivant a déclaré que le torpilleur avait eu lieu le 8 février, à 7 h. du matin. Le croiseur a coulé en quelques minutes, sans que l'on ait eu le temps de mettre les embarcations à la mer. »

« Les mouvements du personnel étant interdits sur les bâtiments de l'armée navale, il n'est pas possible d'avoir, avant un certain temps, la composition nominative des équipages. »

